

Recours au Règlement

dans la politique selon laquelle notre ministère doit faire sa part pour réduire le déficit.

Je signale que l'installation de Montréal ne sera pas construite par le gouvernement mais par le secteur privé et qu'elle fera l'objet d'un contrat de cession-bail. Cette mesure nous permettra de continuer à économiser 35 millions de dollars par année.

M. George S. Rideout (Moncton): Jeffrey Simpson écrivait ceci, au sujet de la Défense: «En matière de compressions budgétaires, les impératifs politiques ont toujours la priorité.»

M. le Président: Compte tenu de l'heure, je me demande si le député pourrait poser sa question.

M. Rideout: Avec plaisir, monsieur le Président. Il est tout à fait étonnant que le gouvernement déclare que le dépôt d'approvisionnement de Downsview doit être regroupé avec celui de Montréal, alors que tous les rapports internes révèlent que ce centre aurait dû être déménagé à Kingston. Les renseignements sont les mêmes dans le cas de Moncton.

Par conséquent, pourquoi le gouvernement fait-il de la politique avec la défense nationale et la vie des employés du dépôt d'approvisionnement de Moncton?

• (1500)

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Monsieur le Président, je sais pertinemment que toutes ces décisions sont difficiles à prendre. Un bon nombre d'intervenants nous disent que l'on devrait procéder à une rationalisation plus poussée de notre infrastructure. Nous sommes conscients du fait que des changements doivent être apportés, compte tenu des réalités actuelles.

Cela dit, en regardant la situation pour l'ensemble du Canada, on a constaté qu'il était plus judicieux de procéder à cette rationalisation en se servant des installations d'Edmonton et de Longue-Pointe, à Montréal, plutôt que de créer un nouveau centre à Greenfield. Je pense que le député sera d'accord avec nous sur ce point.

* * *

LE PROGRAMME D'INITIATIVES DANS LES VIEUX QUARTIERS

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le Programme d'initiatives dans les vieux quartiers est mort

hier, porté en terre par les conservateurs fédéraux et provinciaux. C'est une honte nationale.

Pourquoi le gouvernement a-t-il refusé de renouveler le financement de ce programme qui a aidé 3 000 résidents du centre-ville de Winnipeg à trouver de l'emploi? Pourquoi ce gouvernement a-t-il encore une fois tourné le dos à Winnipeg, l'une des villes les plus démunies du Canada? Pourquoi, monsieur le Président. . .

M. le Président: Le député a formulé sa question.

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, j'aimerais informer le député qu'il a été convenu de mettre un terme hier, à la fin de l'exercice financier, à ce programme. Les frais généraux étaient très élevés. Nous voulons conclure, avec la ville de Winnipeg et la province du Manitoba, une entente concernant les fonds que le gouvernement du Canada utilise, par exemple, pour la formation, et notamment celle des autochtones de Winnipeg, afin de leur donner la formation requise pour s'intégrer au marché du travail.

Il vaut mieux consacrer cet argent à la formation de ces personnes, plutôt que de maintenir une chose à laquelle les trois paliers de gouvernement ont convenu de mettre un terme.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

M. le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune du ministre des Sciences et de la Technologie de la République de Slovénie, M. Peter Tancig.

Des voix: Bravo!

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

MISE AU POINT

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement pour faire une mise au point au sujet de ma réponse à une question du député de Skeena et d'une question soulevée par le chef du NPD.

Les pipelines non énergétiques peuvent servir au transport de minéraux comme le charbon cokéifiable, les matières premières pour l'industrie chimique et les gaz qui ne sont pas d'origine pétrolière, tout comme ils peuvent servir au transport du pétrole et du gaz naturel.